

“ÉDITO

Les projections des analystes économiques sont à court et moyen termes assez rassurantes pour ne pas dire **très optimistes**.

- **Ils constatent que l'activité globale a retrouvé aujourd'hui son niveau d'avant crise** alors même que plusieurs secteurs économiques tournent encore au ralenti, le tourisme et le transport, même si la reprise est claire, subissent encore les conséquences des arrêts des déplacements professionnels et de loisir pendant les confinements. L'automobile et plus généralement l'industrie ne tournent pas à plein régime pour cause de difficultés d'approvisionnement notoire.
- **Ils constatent que l'épargne constituée par les ménages pendant les confinements constitue une capacité de consommation différée** qui peut préserver d'un ralentissement de la croissance pour cause d'inflation et donc de diminution du pouvoir d'achat.

Sur cette base, leurs prévisions de croissance **sont bonnes pour les trois années à venir**. Et ce malgré une hausse de l'inflation et une hausse des taux d'intérêt.

Ce dernier point retient notre attention car ces dernières années les collectivités locales ont bénéficié dans leurs constructions budgétaires **de deux situations très favorables qui pourraient disparaître** si l'hypothèse d'une remontée des taux se confirme.

1. **Les collectivités sont actuellement habituées à une dette abondante et bon marché.** Telle est la première circonstance favorable qui pourrait disparaître. Le loyer de l'argent augmenterait alors grevant ainsi les budgets de fonctionnement et rendant plus difficile le financement d'investissements nouveaux.
2. **Les collectivités ont bénéficié de recettes élevées issues des droits de mutations eux même dopés par un marché de l'immobilier très prospère avec des transactions nombreuses et des prix à la hausse.** Le même renchérissement de la dette, pour les particuliers cette fois, voir sa raréfaction, pourrait sonner le glas de ces recettes dopées. A noter que pour les zones urbaines, l'augmentation du télétravail pourrait en sus avoir un effet net sur la valorisation de l'immobilier tertiaire.

Voilà les paramètres que nous venons vous proposer d'intégrer dans vos réflexions. Avec ce regard il nous semble qu'une **bonne orthodoxie budgétaire s'impose** et que la conduite de chantiers de mutualisation entre collectivités **mérite d'être dynamisée afin de répartir le coût des investissements et ceux des charges de fonctionnement**.